

27 septembre 2018

Conditions de travail : dans que état sommes-nous ?

**Stage conditions de travail : lundi 19 et mardi 20 novembre à Angers**



Pour lutter contre la dégradation de nos conditions de travail et faire valoir nos droits, il existe des moyens concrets.

Ce stage sera l'occasion de découvrir et de s'emparer des outils pour défendre et améliorer collectivement nos conditions de travail.

Ce stage est ouvert à tous les personnels, syndiqué-e-s ou non, de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur. La participation à un stage de formation syndicale sur le temps de travail est un droit qu'il faut faire vivre.

Vous pouvez nous contacter à [contact@sudeducation49.org](mailto:contact@sudeducation49.org) pour vous inscrire. En retour, nous vous enverrons un modèle de lettre pour que vous puissiez prévenir votre hiérarchie avant le 19 octobre 2018.

Lycée Pro en grève

**Compte rendu de l'AG angevine**

**LYCÉES PRO**

**EN GRÈVE**

**JEUDI 27/09**

En ce jour d'appel intersyndical contre la réforme de la voie professionnelle, une trentaine de PLP (7 bahuts représentés) étaient réunis ce matin devant la bourse du travail puis dans la salle Pelloutier. Unitairement, CGT, FSU et SUD éducation ont animé cette AG.

**RIPOSTONS à la tronçonneuse Blanquer**



L'attaque la plus problématique pour les grévistes réunis ce matin est certainement la diminution des heures de cours et notamment des heures d'enseignement général.

Aussi, le développement des heures en co-intervention enseignement général-professionnel qui sous-tend l'idée d'un enseignement général plus utilitaire que propice à développer la culture de nos élèves, pose souci. Doux euphémisme.

Le mur du çon pour cet inspecteur qui, répondant à un collègue de LP qui déplorait la baisse des heures d'enseignement général, déclara "Mais, vous en tant que prof de professionnel, vous en faites de l'enseignement général : vous parlez français, vous faites des calculs". Quel mépris pour les élèves de LP !

Une petite discussion sur le développement de l'apprentissage dans les LP a suivi, il semble que tout le monde soit d'accord pour dire que sa mise en place :

- sera compliqué vu les difficultés qui existent déjà pour trouver des patrons pour des apprentis aujourd'hui.
- va entraîner un mixage des publics dans une même classe et va donc dégrader nos conditions de travail.

Une liste de diffusion "Intersyndicale LP" a été mise en place dès cet après-midi + quelques propositions :

- - continuer à mobiliser nos collègues PLP mais aussi plus largement les collègues des collèges et lycées en leur faisant comprendre qu'une défaite aujourd'hui pour les PLP deviendra une défaite pour les profs des collèges et des lycées demain.
- - participer à la grève du 9 octobre et se retrouver avant, vers 9h, à la bourse du travail : atelier réalisation de banderoles et de tee-shirts pour une visibilité accrue des problématiques du LP: Lycée pro méprisé !

## Mermoz, supplément d'informations

### Ça va mieux en le disant !



Pour faire suite à l'article du mot du jeudi du 6 septembre, nos camarades souhaitent souligner comme écrit précédemment que la grève a été suivie à 100 % par l'équipe des enseignant-e-s **sans aucune division entre les personnels et que cette lutte a été menée en intersyndicale (SNES, SUD) !**

## Les limites franchies, y a plus de limites !

### Amazon héberge les données des évaluations nationales !



Une fuite au ministère a permis d'apprendre que l'intégralité des données produites par les évaluations nationales sera stockée et traitée par l'infrastructure de l'entreprise multinationale Amazon, en dehors du territoire et donc hors de portée des juridictions françaises.

Très clairement, en faisant remonter les résultats des évaluations nationales prévues sans texte paru au B.O., un-e enseignant-e est amené-e par L'EN à contribuer à la fuite des données personnelles de ses élèves vers un serveur d'une entreprise du GAFAM (Amazon) célèbre par sa capacité à exploiter les données.

Après la signature d'un "partenariat" avec Microsoft sous le précédent gouvernement, le ministre livre des données sensibles de toutes et tous les élèves qui passeront ces évaluations. Il prétend que les données sont anonymisées, mais elles sont corrélées avec l'adresse des écoles dans lesquelles elles sont passées. Nul doute qu'à l'instar d'autres multinationales qui proposent déjà ce type de dispositif, Amazon sera en mesure de proposer de nouveaux contrats lucratifs à l'Éducation Nationale à l'aide de toutes ces données livrées gracieusement par le ministère.

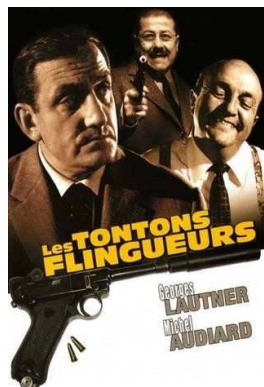
Il y a quelques mois, le Directeur du numérique pour l'éducation du ministère a été embauché par Amazon. Le pantouflage dans le privé porte manifestement ses fruits.

Pour en savoir plus : <https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-sur-la-protection-des-donnees-ce-qui-change-pour-les-professionnels>

**SUD éducation rappelle son opposition à ces évaluations nationales imposées par la hiérarchie et appelle les personnels à refuser collectivement de les faire passer et assure être aux côtés de tous ceux et celles qui pourraient subir des pressions.**

**Blanquer & Griveaux ... les Tontons Flingueurs**

**L'éducation nationale ? Il faut la liquider**



Après Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement, qui déclarait le 4 septembre sur Europe 1 que les profs avaient "flingué 20% d'une génération", le ministre Blanquer a annoncé Lundi 17 septembre la suppression de 3000 postes pour l'année scolaire 2019-2020 dans les collèges, les lycées et l'administration, tout en "maintenant le volume d'enseignement à travers le recours aux heures supplémentaires". Nous voici de retour en 2007, quand le gouvernement sacrifia plusieurs générations d'élèves et d'enseignant-es... mêmes recettes pour un même échec : recours accru aux heures sups et embauches massives de contractuel-les pour combler l'absence de recrutement.

**L'orientation : une course vers un avenir confus**

**Et pourquoi pas faire avec moins ...**



La loi « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel » promulguée le 5 septembre 2018 acte le transfert de l'information sur les métiers et les formations aux régions.

Les DRONISEP (Délégation Régionale de l'ONISEP) qui assuraient ces missions seront régionalisées et leurs personnels transférés avec toutes les incertitudes que cela engendrent...

Cette régionalisation va se traduire par des productions très différentes en contenu et en qualité, risquant de ne pas offrir les garanties du service public : exhaustivité et fiabilité de l'information, indépendance par rapport à des groupes de pression divers.

Parallèlement, les CIO pourraient à terme, se réduire à un CIO par département avec l'annonce d'une suppression de 1800 postes dans le second degré...

Les missions des CIO comme celles des Psychologue de l'Éducation nationale de la spécialité « Éducation Développement et Conseil en Orientation Scolaire et Professionnelle » qui y travaillent sont beaucoup plus larges que la seule information sur les métiers.

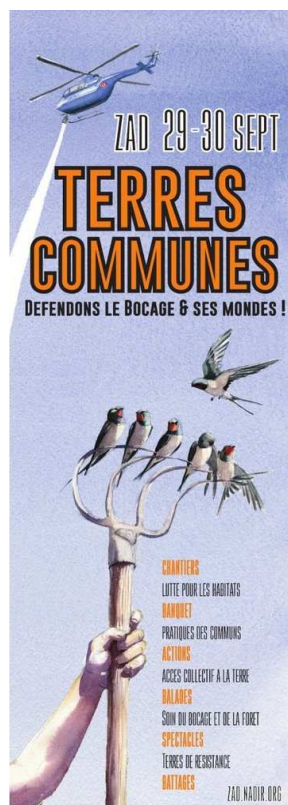
La limitation à un seul CIO par département ne pourra répondre aux besoins de conseils de proximité des élèves et des parents assurés par le service public. Pas de souci, cette mission sera remplie par les PP..., sans moyen supplémentaire.

Les CIO sont identifiés par les élèves, les jeunes et leurs familles comme un espace ouvert et accueillant, d'informations et de conseils sur la scolarité et l'orientation.

Ils garantissent l'objectivité et l'impartialité de l'accompagnement proposé et de l'information dispensée. Sud Education ainsi que l'intersyndicale (SNES-FSU, SE-UNSA, FNEC -FO, SNPTES, CGT Educ'action, SGEN-CFDT) dénonce cette dégradation organisée d'un service public d'éducation.

## Défendons le bocage et ses mondes

### Rassemblement sur la ZAD les 29 et 30 septembre



Dans un monde qui s'emmure, l'existence de la ZAD a ouvert des imaginaires aussi éclatants que tangibles. Depuis l'opération César en 2012, elle a servi de point de référence et d'espoir à une foule de personnes qui jugeaient indispensable de construire ici et maintenant d'autres possibles. Après l'abandon de l'aéroport face à un mouvement aussi offensif que massif, le gouvernement a tout mis en œuvre pour se venger et mettre un point final à des années d'expérimentations collectives insolentes. Une série d'attaques militaires, administratives, politiques et judiciaires ont amputé une partie de la ZAD et fragilisé son assise, et ce malgré les formes de résistance qui se sont trouvées sur ces différents terrains. La signature, en juin, d'un lot de conventions sur les terres occupées a néanmoins marqué une forme de cessez-le-feu et le maintien d'un ensemble de lieux de vie et de projets.

Ces terres ont été sauvées en devenant carrefour des luttes, elles doivent aussi continuer à en être un des greniers. C'est l'objectif dans lequel se développent entre autres le réseau de ravitaillement, les cantines présentes auprès des grévistes ou migrant-es dans le pays nantais, et des infrastructures d'accueil et de formation. C'est dans cet esprit que nous voulons aussi continuer à aller à la rencontre d'habitant-es de quartier populaires ou d'autres territoires en lutte contre des projets destructeurs .

**C'EST SUR CES DIFFÉRENTS FRONTS QUE NOUS VOUS APPELONS À CONVERGER NOMBREUX-SES SUR LA ZAD LES SAMEDI 29 ET DIMANCHE 30 SEPTEMBRE.**



*Sterenn QUEMENER, Guillaume DELALLE, Jérôme HOEVE « la tuile », Olivier « GOLDEN » LORREYTE, Guillaume HALLIER co-bureaucrates du jeudi*